



# LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR



L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l'outil de recherche de la Coalition contre les sous-munitions et de la Campagne internationale pour interdire les mines  
9, rue de Cornavin • CH-1201, Genève • Suisse • Tel. +41-22-920-0320 • Fax +41-22-920-0115 • Email [monitor@leblcmc.org](mailto:monitor@leblcmc.org) • [www.the-monitor.org](http://www.the-monitor.org)

---

## \*\*\*COMMUNIQUÉ DE PRESSE\*\*\*

\*\*\*Sous embargo jusqu'au 3 décembre 2014 à 10h00 (UTC-5)\*\*\*

---

### **Forte baisse du nombre de victimes de mines ; mais le financement international pour le déminage diminue**

(Washington DC, Etats-Unis, le 3 décembre 2014) : Moins de personnes ont été tuées ou blessées par les mines en 2013 que lors de toute autre année, et pratiquement toute utilisation et production de cette arme a cessé, selon le rapport 2014 de l'Observatoire des mines, le dernier rapport annuel de la Campagne internationale pour interdire les mines. Le rapport est publié lors du dix-septième anniversaire de la signature du Traité d'interdiction des mines.

« Beaucoup trop de personnes continuent de perdre leurs vies ou leurs membres à cause des mines, mais le nombre de nouvelles victimes a atteint le niveau le plus bas jamais enregistré. C'est vraisemblablement le meilleur indicateur de la réussite du Traité d'interdiction des mines » a déclaré Megan Burke, rédactrice de la section sur les victimes et l'assistance aux victimes du rapport 2014 de l'Observatoire des mines. « Mais on ne doit pas oublier que des centaines de milliers de survivants de mines attendent toujours que leurs besoins soient remplis et que leurs droits soient respectés » a-t-elle ajouté.

En 2013, le nombre de victimes causées par les mines et d'autres restes explosifs de guerre recensées a diminué à un total de 3 308 — soit le niveau le plus bas depuis que l'Observatoire des mines a commencé de recenser les victimes en 1999 — et environ un quart de moins qu'en 2012. En 2013, il y a eu en moyenne neuf victimes par jour, ce qui signifie que de nombreuses vies ont été sauvées par rapport aux 25 victimes par jour recensées en 1999. Comme pour les années précédentes, la grande majorité des victimes étaient des civils (79%).

Avec l'adhésion d'Oman au Traité en août 2014, un total de 162 pays sont maintenant Etats parties au Traité. Parmi les 35 Etats demeurant en dehors du Traité, pratiquement tous en respectent les dispositions essentielles, ce qui démontre l'acceptation quasi universelle de la norme d'interdiction des mines. L'annonce par les Etats-Unis de nouvelles orientations politiques en juin et septembre 2014 interdisant l'utilisation de mines antipersonnel sauf dans la péninsule coréenne, interdisant la production de ces armes, et accélérant la destruction de son stock, constitue une victoire pour la reconnaissance mondiale du Traité. Les Etats-Unis ont déclaré que cela « signalait leur nette aspiration d'adhérer un jour » au Traité d'interdiction des mines.

#### *L'utilisation de mines demeure isolée*

Il n'y a pas eu d'utilisation confirmée de mines par un Etat membre du Traité d'interdiction des mines au cours de la période considérée (de septembre 2013 à octobre 2014). Il n'y a eu qu'un cas confirmé de violation de l'interdiction d'utilisation de mines par un Etat partie, le Yémen en 2011.

Des stocks de mines antipersonnel sont présents dans le conflit actuel en Ukraine opposant les forces gouvernementales et les séparatistes pro-russes, bien qu'il ne soit pas encore possible de déterminer si des mines antipersonnel ont été utilisées. L'Ukraine est un Etat partie au Traité.

« Le Yémen doit faire plus afin de tenir pour responsables ceux qui ont utilisé des mines antipersonnel en 2011, et toute utilisation en Ukraine doit prendre fin et faire l'objet d'une enquête approfondie, » a déclaré Mark Hiznay, chercheur pour *Human Rights Watch* et rédacteur de la section sur les politiques d'interdiction du rapport 2014 de l'Observatoire des mines.

Comme l'attestait le rapport de l'an dernier, l'Observatoire des mines a encore confirmé la nouvelle utilisation de mines antipersonnel par les forces gouvernementales en Syrie et au Myanmar, deux Etats toujours non parties au Traité, ainsi que dans la région sécessionniste non reconnue par la communauté internationale du Haut-Karabagh. Mais le rapport 2014 de l'Observatoire des mines décrit une diminution nette de nouvelle utilisation par le Myanmar.

Des groupes armés non étatiques ont utilisé des mines antipersonnel ou des engins explosifs improvisés déclenchés par les victimes en Afghanistan, en Colombie, en Libye, au Myanmar, au Pakistan, en Syrie, et au Yémen, soit un pays de moins (la Tunisie) que ce qui avait été constaté par le rapport 2013 de l'Observatoire des mines.

#### *Le stockage, le commerce, et la production de mines continuent de décliner*

Plus de 48 millions de mines antipersonnel stockées ont été détruites depuis 1999 et seulement six Etats parties n'ont pas encore achevé la destruction de leurs stocks. Trois de ces pays ne sont pas parvenus à détruire leurs stocks dans un délai de quatre ans suivant leur adhésion au Traité et demeurent donc en violation vis-à-vis des dispositions du Traité : le Bélarus et la Grèce depuis 2008, et l'Ukraine depuis 2010.

Les Etats-Unis ne sont plus listés comme un producteur potentiel de mines après avoir annoncé en juin 2014 une orientation politique qui interdit la production ou l'acquisition de mines antipersonnel dans le futur. La production active de mines peut être en cours dans seulement quatre pays : la Corée du Sud, l'Inde, le Myanmar, et le Pakistan.

En juin 2014, la Chine a déclaré détenir un stock de moins de cinq millions de mines antipersonnel, loin des 110 millions estimés par le passé, tandis que les Etats-Unis ont déclaré que leur stock en comprenait actuellement environ trois millions, loin des 10 millions précédemment rapportés par le Pentagone.

Au cours de la dernière décennie, le commerce mondial de mines antipersonnel a consisté en des échanges illicites clandestins de faible intensité. Mais l'apparition de mines au Soudan et au Yémen indique qu'une certaine forme de marché et de commerce de mines antipersonnel existe.

#### *Le déminage et le financement restent indispensables*

A ce jour, 56 Etats (dont 32 Etats parties) et quatre autres territoires (le Haut-Karabagh, le Kosovo, le Sahara occidental, et le Somaliland) sont connus pour avoir des zones contaminées par des mines antipersonnel. Cependant, d'ici les cinq prochaines années, 40 de ces Etats et trois de ces autres territoires seraient en mesure de réaliser leurs obligations de déminage telles que prévues par le Traité si les ressources adéquates sont disponibles.

Le traité impose aux Etats parties de déminer l'ensemble des zones minées sous leur juridiction ou contrôle dans une période de 10 ans, avec la possibilité d'obtenir une prolongation de leur date butoir avec l'accord des Etats parties.

Une période de prolongation a été accordée à 10 Etats parties au cours de la dernière année. Les Etats s'attendaient à ce que l'Ethiopie, dont la date butoir concernant son obligation de déminage est fixée au 1<sup>er</sup> juin 2015, demande une prolongation. A ce jour, l'Ethiopie n'a pas soumis de demande, rendant ainsi son statut incertain.

Parmi les 32 Etats parties qui ont des obligations de déminage, 23 ont obtenu au moins une période de prolongation. On estime que plus de la moitié de ces Etats sont en retard vis-à-vis de leur demande de prolongation, ou qu'ils n'ont pas fait état de progrès clairs.

Lors de la Troisième Conférence de Révision du Traité d'interdiction des mines en juin 2014 à Maputo, Mozambique, les Etats parties se sont accordés à atteindre l'objectif d'un monde exempt de mines d'ici 2025. « La plupart des Etats sont en mesure de réaliser les obligations du traité d'ici 2025, mais ils vont devoir redoubler d'efforts et faire que la restitution des terres, dont le déminage si nécessaire, soit une priorité, » a déclaré Atle Karlsen, directeur adjoint du désarmement humanitaire de *Norwegian People's Aid*, et responsable de l'équipe de recherche sur l'action contre les mines de l'Observatoire des mines.

Au moins 185km<sup>2</sup> de zones minées ont été restituées au cours d'opérations de déminage et d'enquête en 2013 — une diminution par rapport aux 200km<sup>2</sup> restitués en 2012 — et environ 275 000 mines antipersonnel ont été détruites. Les programmes d'action contre les mines en Afghanistan, au Cambodge et en Croatie constituent toujours la majorité des zones restituées mondialement, démontrant qu'avec de la détermination des progrès sont réalisables.

Les dépenses mondiales pour les activités telles que le déminage, les enquêtes, et l'éducation aux risques, généralement connues sous le terme d'action contre les mines, ont atteint 647 millions de dollars en 2013, soit une diminution par rapport au 681 millions de dollars atteints en 2012. Les fonds de provenance internationale pour l'action contre les mines ont totalisé environ 446 millions de dollars en 2013, soit 51 millions de dollars de moins que le record de 497 millions de dollars établi en 2012. A l'inverse, le financement provenant des autorités nationales a augmenté d'environ 17 millions de dollars en 2013, atteignant 201 millions de dollars.

« Des niveaux constants de financement international restent critiques pour que les pays affectés par les mines continuent leurs efforts pour déminer leurs derniers champs de mines et pour aider les victimes de mines, » a déclaré Jeff Abramson, coordinateur de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions et rédacteur en chef du rapport 2014 de l'Observatoire des mines.

###FIN

### **À propos de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions :**

L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l'organe de recherche de la Campagne pour interdire les mines et de la Coalition sur les armes à sous-munitions (ICBL-CMC). L'ICBL a reçu le prix Nobel de la paix en 1997 pour son travail pour éradiquer les mines. L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est coordonné par un comité de recherche et de suivi composé d'experts de l'ICBL-CMC et de représentants de quatre organisations non gouvernementales : Handicap International, Human Rights Watch, Mines Action Canada, et Norwegian People's Aid.

### **Liens :**

- Le site de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions - <http://www.the-monitor.org>
- Le site de la Campagne internationale pour interdire les mines - <http://www.icbl.org/>
- Le site officiel du Traité d'interdiction des mines - <http://www.apminebanconvention.org/>
- La Campagne internationale pour interdire les mines sur Facebook - <http://www.facebook.com/minefreeworld>
- La Campagne internationale pour interdire les mines sur Twitter - <https://twitter.com/minefreeworld>
- La Campagne internationale pour interdire les mines sur Flickr - <http://www.flickr.com/photos/minefreeworld/collections/>
- La page Youtube de la Campagne internationale pour interdire les mines - <http://www.youtube.com/user/ICBLnetwork>
- L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions sur Twitter - <https://twitter.com/MineMonitor>

Pour plus d'informations ou pour une interview :

- Jared Bloch, Directeur Media et Communication, ICBL-CMC, Genève (UTC+1), Portable : +41-78-683-4407, Email : [media@icblcmc.org](mailto:media@icblcmc.org) <mailto:jared@icblcmc.org>
- Jeff Abramson, Coordinateur de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions, Washington, DC (UTC-5), Portable : 1-646-527-5793, Email : [jeff@icblcmc.org](mailto:jeff@icblcmc.org)